

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

N° 2013-69

**CONSEIL RÉGIONAL
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR**

MANDATURE 2010-2014

VŒU DU CONSEIL REGIONAL

**«Pour un soutien de la Région PACA à l'Initiative Citoyenne Européenne pour
une gestion publique de l'eau et de l'assainissement»**

Adopté en Assemblée plénière le 12 avril 2013

Il est aujourd'hui mondialement reconnu qu'une gestion publique de l'eau, pilotée par des collectivités territoriales démocratiquement élues, est un choix meilleur à tous points de vue que celui de la gestion privée par de grandes sociétés multinationales.

En effet, ces mêmes multinationales ont elles-mêmes reconnu que l'eau est un bien commun à l'humanité et non une simple marchandise et les Nations Unies ont considéré que l'accès à une eau saine est un Droit de l'Homme universel. La question de la gestion de ce bien et de ce droit se pose dès lors très différemment.

S'il n'est pas question de remettre en cause les compétences techniques des grandes entreprises de l'eau, il est temps de constater qu'elles font d'énormes profits dont les bénéficiaires sont essentiellement leurs actionnaires. Il est ainsi utile de rappeler que, partout, lorsque les collectivités ont assuré elles-mêmes la gestion de l'eau, son prix a baissé de façon significative tout en gardant une qualité de même niveau.

Ce phénomène n'est pas récent : nombreux sont les retours en régie publique à travers le monde ces dernières années (États-Unis, Canada, Brésil, Argentine, Afrique du Sud, Australie, Allemagne, Espagne, Italie, Autriche, Pays-Bas...) et nombreuses sont les collectivités locales, communes, et régions qui sont en train de revenir à une telle gestion.

Rappelons qu'un referendum national avait été lancé en Italie en 2012 sur ce même thème du refus de la privatisation de la gestion de l'eau, et que 90% des votants s'étaient prononcés en faveur de ce refus.

Récemment, une Organisation Non Gouvernementale européenne, *right2water*, soutenue par de nombreuses collectivités et organismes internationaux, a fait circuler une Initiative Citoyenne Européenne (ICE) en faveur de la gestion publique de l'eau. Cette pétition a recueilli plus de 1 300 000 signatures en Allemagne.

De grandes villes comme Paris, Berlin, plusieurs collectivités européennes (landers allemands, Ligurie en Italie, Andalousie en Espagne...) mais aussi plusieurs régions et collectivités françaises (Ile-de-France, Bretagne, Bourgogne...) se sont officiellement prononcées pour un soutien à cette initiative de *right2water*.

Ainsi, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite :

- signifier son attachement à la gestion publique de l'eau, bien commun de notre population.
- apporter son soutien à l'Initiative Citoyenne Européenne pour une gestion publique de l'eau et de l'assainissement.